

23-07-1996

COMMISSION PERMANENTE DE  
CONTROLE LINGUISTIQUE

1000 BRUXELLES  
Rue Royale 47  
Tél. 02/500.21.11



Monsieur Johan VANDE LANOTTE  
Vice-Premier Ministre et Ministre de  
l'Intérieur  
Rue Royale 60 - 62

1000 BRUXELLES

Votre lettre du

Vos références

Nos références

Annexes

28.054/II/PF  
KB

**Objet** : application des lois linguistiques coordonnées au Commissariat Général aux Réfugiés et aux Apatrides.

Monsieur le Vice-Premier Ministre,

En séance du 4 juillet 1996, la Commission permanente de Contrôle linguistique (C.P.C.L.), siégeant sections réunies, a examiné une plainte déposée par l'avocat de M. VETOKELE Domingos et de Madame VETOKELE Mansoka Adrianna candidats réfugiés d'origine angolaise domiciliés à Ostende qui ont reçus de la part du Commissariat Général aux Réfugiés et aux Apatrides une convocation pour une audition et la décision de refus de reconnaissance de la qualité de réfugiés toutes deux notifiées en langue néerlandaise alors que le dossier introduit par l'avocat a été établi en français.

Le Commissariat Général aux Réfugiés et aux Apatrides est un service central dont l'activité s'étend à tout le pays.

L'envoi de document à un particulier constitue un rapport avec celui-ci.

Conformément à l'article 41, §1er des lois linguistiques coordonnées (L.L.C.), les services centraux utilisent dans leurs rapports avec les particuliers celle des 3 langues dont ces particuliers ont fait usage.

Par ailleurs, la décision de refus de séjour prise par le C.G.R.A. constitue un acte. En application de l'article 42 des L.L.C., les services centraux rédigent les actes, certificats, déclarations et autorisations dans celle des 3 langues dont le particulier intéressé requiert l'emploi.

Dans le cas présent, la langue des intéressés était manifestement connue puisque l'avocat avait fait savoir que les époux VETOKELE avaient fait choix de la langue française.

En conséquence, la plainte est recevable et fondée. Le C.G.R.A. devait notifier en français la convocation à une audition aux époux VETOKELE ainsi que la décision de refus de reconnaissance de la qualité de réfugié, nonobstant le fait que les intéressés soient domiciliés en région de langue néerlandaise.

Il y a lieu d'appliquer l'article 58, al. 1 et 2 des L.L.C. (constatation de la nullité et remplacement en forme régulière par l'autorité des actes irréguliers quant à la forme).

En vertu de l'article 58, al. 3, ce remplacement produit ses effets à la date de l'acte ou du règlement remplacé.

Je vous saurais gré d'inviter le service concerné à se conformer à la législation linguistique et conformément à l'article 61, § 3, al. 2, la C.P.C.L. vous invite à lui faire connaître la suite donnée au présent avis.

Le présent avis est envoyé au plaignant.

Veillez agréer, Monsieur le Vice-Premier Ministre, l'assurance de ma très haute considération.

Le Président,

A. VAN CAUWELAERT-DE WYELS.